Continue without accepting

LE FIGARO

Make a choice for your data

We and our 262 partners use cookies or equivalent technology to store and/or access information on your device. Other partners use this personal information to present personalized advertising and content to you; to measure advertising and content performance and learn more about their audience; and to develop and improve their products. In order for some of these purposes to work, partners use your accurate location data.

Some partners may collect and process your personal data because they operate within the framework of their legitimate interests. You can object to this by using the options available when you click the Settings button.

To learn more, please read our privacy policy.

You can change your preferences at any time by clicking on the "Cookie Settings" link at the bottom of this site.

Accept all

Refuse all

Le parti Alternative für Deutschland, mené par la très charismatique Alice Weidel, a été classé par l'office allemand de protection de la Constitution comme «extrémiste de droite confirmé» en mai 2025. *SOEREN STACHE / AFP*

Le ministère du Land tenu par les sociaux-démocrates a décidé de faire évoluer ses règles pour exclure tout membre du parti Alternative für Deutschland de la fonction publique. Cela ranime un vif débat outre-Rhin.

Publicité

Dans le Land de Rhénanie-Palatinat, à l'ouest de l'Allemagne, les membres du parti Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne), officiellement classé d'extrême droite, ne sont plus autorisés à travailler dans la fonction publique. Cela fait suite à une décision du ministère de l'Intérieur de l'État fédéré frontalier de la France, rendue publique jeudi 10 juillet, renforçant les obligations constitutionnelles des agents afin de *«lutter systématiquement contre les ennemis de la Constitution dans la fonction publique»*, indique l'institution dans un communiqué.

À découvrir

L'info même en vacances avec l'app Le Figaro

PODCAST - Écoutez le club Le Figaro International

Désormais, les candidats devront obligatoirement compléter une déclaration écrite de loyauté à la Constitution lors du processus de recrutement, dans laquelle ils devront assurer qu'ils n'appartiennent à aucune *«organisation extrémiste»* et qu'ils n'en ont jamais été membre au cours des cinq dernières années. Toute personne refusant d'écrire cette déclaration et ne pouvant *«dissiper les doutes quant à sa loyauté à la Constitution ne sera pas embauchée dans la fonction publique»*, précise le communiqué. Or, la liste des groupes considérés comme extrémistes inclut l'AfD, a annoncé jeudi à Mayence le ministre de l'Intérieur Michael Ebling (SPD), cité par le quotidien libéral conservateur *Die Welt* .

Publicité

«La loyauté à la Constitution n'est ni un vœu pieux, ni une recommandation ; c'est le devoir inaliénable de tout fonctionnaire de notre pays», a ainsi souligné le responsable social-démocrate. *«Quiconque soutient des initiatives extrémistes, participe à des groupes anticonstitutionnels ou manifeste un rejet profond des valeurs fondamentales de notre Constitution n'a pas sa place dans la fonction publique. L'appartenance à un parti ou à une organisation classée comme extrémiste peut même constituer une faute disciplinaire. Les infractions manifestes peuvent entraîner la révocation»*, a précisé de façon draconienne son ministère.

Critiques de l'AfD, et de la CDU

Le député Sebastian Münzenmaier, issu du Land de Rhénanie-Palatinat et chef adjoint du groupe parlementaire de l'AfD au Bundestag, s'est immédiatement érigé contre cette décision. *«Le ministre de l'Intérieur SPD de Rhénanie-Palatinat veut interdire aux membres de l'AfD d'exercer certaines professions. Mais ça, nous ne l'accepterons absolument pas. Cher SPD de Rhénanie-Palatinat, c'est une promesse : nous allons vous écraser politiquement !»*, a-t-il écrit sur X.

La CDU a également décrié cette nouvelle réglementation inflammable. *«Ce que le ministre de l'Intérieur Ebling présente aujourd'hui relève davantage de la mise en scène que du concret»*, a ainsi déclaré à *Die Welt* Gordon Schnieder, chef du groupe parlementaire régional de la CDU. Il a critiqué une *«mise en scène politique»* et un *«calcul partisan sur un sujet extrêmement sensible (...) poussé par une décision impopulaire du congrès fédéral du SPD»*. Le 29 juin dernier, les délégués du SPD réunis à Berlin ont effectivement décidé de lancer un travail préparatoire en vue d'une demande de procédure d'interdiction de l'AfD. Seulement deux partis politiques ont été interdits dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne : un parti néonazi en 1952, et le Parti communiste d'Allemagne (KPD) en 1956.

Une telle initiative, qui devrait récolter au moins deux tiers des voix du Bundestag (l'assemblée parlementaire allemande) ou du Bundesrat (le conseil des 16 Länder) avant d'être transmise à la Cour constitutionnelle, a peu de chances d'aboutir car les conservateurs de la CDU, dont le chancelier Friedrich Merz gouverne dans le cadre d'une coalition avec le SPD, y sont opposés. Toutefois, elle ranime un débat particulièrement vif en Allemagne sur la façon de traiter l'AfD, très à droite et en constante progression électorale.

Débat enflammé en Allemagne

Créée en 2013 dans le contexte de la crise des dettes souveraines, l'AfD était à l'origine concentrée sur la proposition de sortir l'Allemagne de la zone euro. Le parti a ensuite fait de la lutte contre l'immigration son principal cheval de bataille à partir de la crise migratoire de 2015-2016, à l'issue de laquelle il est entré pour la première fois au Bundestag en 2017 avec près de 13% des voix.

Publicité

Il est aujourd'hui coprésidé par Alice Weidel, connue pour ses déclarations incisives et son profil qui tranche avec sa défense des valeurs traditionnelles : économiste de formation, ancienne conseillère chez Goldman Sachs, elle est ouvertement lesbienne et vit en Suisse avec sa compagne d'origine sri lankaise. Alice Weidel rejette l'étiquette *«extrême droite»* et préfère définir son identité politique et celle de son parti comme *«libertarienne et conservatrice»*.

Néanmoins, l'AfD a plusieurs fois suscité la controverse en Allemagne, par exemple en janvier 2024 lorsque le média d'investigation indépendant *Correctiv* avait révélé l'organisation en novembre 2023 près de Potsdam d'une réunion secrète en présence de cadres du parti portant sur un projet de «*remigration* ». Celui-ci consistait en un plan d'expulsion massive de millions de migrants vivant en Allemagne, à la fois des étrangers, des demandeurs d'asiles et des «*citoyens non-assimilés*» (de nationalité allemande tout en ayant une origine étrangère).

Références ambiguës au Troisième Reich

Par ailleurs, Björn Höcke, l'une des figures les plus radicales de l'AfD, président du parti dans le Land est-allemand de Thuringe où il avait mené à la victoire aux élections régionales de septembre 2024, a été condamné par la justice allemande l'année dernière pour avoir proclamé la phrase *« Alles für Deutschland ! »* (« *Tout pour l'Allemagne* »). Ce slogan utilisé par les SA, organisation paramilitaire du parti national-socialiste qui avait joué un rôle important dans la conquête du pouvoir par Adolf Hitler en 1933, est aujourd'hui interdit en Allemagne.

De même, l'AfD a été plusieurs fois épinglée pour l'emploi d'éléments de communication plus ou moins explicitement liés au nazisme, par exemple sur une affiche de campagne pour les dernières élections régionales en Brandebourg où les bras de deux parents se rejoignant pour former le toit d'une maison suggéraient un parallèle troublant avec le salut nazi. Le parti controversé avait même opté pour le slogan « *Alice für Deutschland* » lors de la campagne pour les élections fédérales de février 2025, suggérant une nouvelle référence confuse au slogan des SA à travers la figure d'Alice Weidel.

Un parti sous surveillance généralisée

En mars 2021, l'office fédéral de protection de la Constitution (BfV), chargé du renseignement intérieur, avait placé l'ensemble de l'AfD sous surveillance en tant que *«Verdachtsfall»* (cas suspect) d'extrémisme de droite. Puis, face aux *«indices selon lesquels l'AfD aurait des aspirations contre l'ordre fondamental libéral et démocratique»* qui seraient devenues des *«certitudes»*, l'office de protection de la Constitution a décidé le 2 mai 2025 de classer le parti AfD comme *«extrémiste de droite avérée»*. Cette classification confère aux autorités des moyens encore plus importants de surveillance et de contrôle, y compris des communications privées. L'agence fédérale avait notamment justifié sa décision en affirmant que *«la conception du peuple basée sur l'ethnie et l'origine qui prévaut au sein du parti n'est pas compatible avec l'ordre fondamental libéral et démocratique»* de l'Allemagne.

Publicité

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio avait alors dénoncé sur X une *«tyrannie déguisée»*, appelant les autorités allemandes à faire *«marche arrière»*. Le vice-président américain, JD Vance, s'en était lui aussi pris de façon véhémente aux autorités allemandes, en affirmant sur X : *«L'AfD est le parti le plus populaire d'Allemagne, et de loin le plus représentatif de l'Allemagne de l'Est. Aujourd'hui, les bureaucrates tentent de le détruire. L'Ouest a abattu le mur de Berlin. Il a été reconstruit, non pas par les Soviétiques ni les Russes, mais par l'establishment allemand»*.

L'AfD, à laquelle Elon Musk avait d'ailleurs apporté son soutien en affirmant notamment le 21 décembre 2024 que *«seule l'AfD peut sauver l'Allemagne»*, avait effectué une percée historique lors des dernières élections fédérales, le 23 février 2025, en récoltant près de 21% des voix et un quart des sièges au Bundestag. L'AfD avait ainsi terminé derrière la CDU de Friedrich Merz mais devant les sociaux-démocrates du SPD, le parti de gouvernement historique en Allemagne avec son rival de centre droit, qui n'avait jamais échoué à figurer parmi les deux premières forces politiques aux élections législatives (ni obtenu moins de 20% des voix) depuis la création de la République fédérale d'Allemagne en 1949.

La rédaction vous conseille

→ En Allemagne, l'inquiétante normalisation de l'extrême droite

→ En Allemagne, l'AfD fait le ménage dans sa branche jeunesse pour policer son image

81 commentaires

PerteDeBonSens
le 12/07/2025 à 12:22

Et dire que Macron veut leur filer l'arme nucléaire.. La traîtrise se paye généralement très cher....

PerteDeBonSens
le 12/07/2025 à 12:20

Le SPD signe sa mort.. Et L'AFD va encore nettement progresser. L'Allemagne entame sa propre destruction. Ainsi que la, France qui cherche également à interdire le parti de Mme Le Pen..

Sylvain
le 12/07/2025 à 07:50

Bien que les néo nazis soient exclus de la Fonction publique.

LIRE LES 81 COMMENTAIRES

À lire aussi

Pour le général Burkhard, la Russie «a désigné la France comme son premier adversaire en Europe»

Le chef d'état-major des armées a présenté, vendredi lors d'une conférence de presse, l'état des menaces qui pèsent sur le pays

Guerre en Ukraine : Donald Trump évoque une «déclaration importante» sur la Russie qu'il devrait faire lundi

Dans un entretien accordé à NBC News, le président américain indique qu'il est «déçu» par l'attitude de la Russie de Vladimir Poutine. Il affirme également que les États-Unis vont continuer de fournir des armes à l'Ukraine, via l'Otan.

«Si vous envahissez l'Ukraine, je bombarderai Moscou» : un enregistrement suggère des menaces passées de Trump contre Poutine

L'année dernière, le président des États-Unis aurait affirmé avoir dit à son homologue russe qu'il n'hésiterait pas à «bombarder Moscou», d'après un document audio transmis à CNN.

Sur le même thème

«En Allemagne, il faut en finir avec le nationalisme climatique !»

VU D'AILLEURS - Selon Franz Josef Radermacher, expert en énergie et conseiller gouvernemental, le pays serait une «prison climatique» qui gaspille des sommes colossales et néglige les solutions efficaces, au profit d'intérêts personnels.

« Aujourd'hui est un jour sombre » : à Francfort-sur-l'Oder, le retour des contrôles aux frontières entre l'Allemagne et la Pologne

REPORTAGE - L'espace Schengen de libre circulation des personnes et des marchandises, pilier du marché unique européen, n'existe plus que sur le papier.

La Pologne rétablit les contrôles à sa frontière avec l'Allemagne

Varsovie entend mieux surveiller les mouvements migratoires, quitte à freiner la circulation au sein de l'UE.

Immigration : le ministre allemand de l'Intérieur souhaite négocier directement avec les talibans

«J'envisage de conclure des accords directement avec l'Afghanistan pour faciliter les rapatriements», a déclaré Alexander Dobrindt, membre de la CSU. Le SPD, membre de la coalition, s'est érigé contre cette proposition.

Allemagne : une campagne contre le harcèlement à la piscine fait polémique en désignant une femme blanche comme agresseur

Le maire de Büren en Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'est excusé pour ces affiches mettant en scène une femme blanche agressant un garçon de couleur en situation de handicap. Quelques jours plus tôt, 9 fillettes ont été agressées dans une piscine par des réfugiés syriens.

« C'est la prochaine génération qui devra payer » : premières dissensions dans le gouvernement allemand sur la facture d'électricité

DÉCRYPTAGE - Une semaine après s'être félicité d'avoir contracté un record de nouvelles dettes, le gouvernement Merz rechigne à abaisser l'impôt énergie des particuliers.

Pour s'attirer les bonnes grâces de Donald Trump, l'Allemagne s'affiche en élève modèle de l'Otan

ANALYSE - Alors que les trente-deux pays membres de l'Alliance atlantique se réunissent mardi et mercredi à La Haye, le gouvernement de Friedrich Merz affiche son ambition de faire de l'armée allemande « la première armée conventionnelle du continent ».

«Nous aurons à la fois des chars et des écoles»: l'Allemagne, ex-championne de la rigueur, dépense massivement

DÉCRYPTAGE - Le ministre des Finances du gouvernement Merz, Lars Klingbeil, a présenté un plan pluriannuel d'investissements faisant exploser le plafond de la dette.

Les «ponts pourris» de Berlin, symboles d'années de sous-investissement public en Allemagne

RÉCIT - Le chancelier Merz présente son budget assorti de dépenses massives dans les infrastructures, lesquelles ont souffert du régime budgétaire strict sous Angela Merkel et des excès de bureaucratie.

En Allemagne, l'illusion du cloud «souverain» européen d'Amazon

VU D'AILLEURS - Les centres de données basés dans le Brandebourg sont censés fonctionner indépendamment du groupe américain. Mais les détracteurs alertent : malgré les apparences, ce sont d'autres mains qui contrôlent réellement la technologie.

Plus de services

L'actualité à ne pas manquer
- Résultats des élections
- Covid-19
- Guerre en Ukraine
- Tension Iran-Etats Unis
- Corée-Du-Nord
- Actualité politique en temps réel
- Analyses, débats politiques et sociétaux
- Actualité et réseaux sociaux

Programme TV
- TV ce soir
- Programme TV en ce moment
- Programme TV TNT
- Séries Netflix, HBO, OCS et TV
- Election et photos Miss France 2024
- Programme TV Canalsat
- Programme TV Free
- Programme TV SFR
- Actu people

Sport
- Calendriers et résultats des matchs en direct
- Euro 2024
- Jeux olympiques
- Actualité cyclisme
- Résultats, classement général Tour de France
- Classement Ligue 1
- Classement Top 14
- Transferts football
- Coupe du monde de football
- Ballon d'Or France Football

Madame
- Horoscope du jour
- Guide du mariage
- Recettes de cuisine
- Brigitte Macron
- Actu mode
- Apéritif dînatoire
- Recette pâte à crêpe
- Tendance bijoux
- Meghan Markle
- Gainer son corps

Santé
- Fiches et guides des médicaments
- Astuces et conseils bien-être
- Santé et sexualité
- Index des maladies
- Conseils alimentation, nutrition et santé
- L'encyclopédie des organes
- Conseils en psychologie
- La pollution va t-elle nous tuer ?
- Apnée du sommeil : Comment mieux dormir ?
- 15 mythes sur les vertus des aliments

Guide d'achat
- Guide d'achat maison et jardin
- Guide d'achat santé et beauté
- Guide d'achat high-tech
- Guide d'achat smartphones et tablettes
- Nos bons plans
- Nos bons plans high-tech
- Nos bons plans maison
- Nos bons plans mode
- Nos bons plans sport
- Nos Bons plans beauté
- Nos bons plans soldes

Éducation et orientation
- Résultats Bac 2025
- Révisions du Bac
- Résultat Brevet
- Parcoursup
- Stages, alternance et métiers
- Salons
- Annuaire des établissements
- Classement des écoles de commerce
- Classement écoles d'ingénieurs
- Classement prépa

Culture
- Succession de Johnny Hallyday
- Sorties cinéma
- Guide arts et expositions
- Actualité musicale
- Actualité jeux-vidéo
- Citations et proverbes
- Réservation de spectacles et théâtre
- Sortir à Paris
- Histoire de France
- Langue française

Offres d'emploi
- Toutes les offres d'emploi
- Emploi à Paris
- Emploi à Lyon
- Emploi à Toulouse
- Emploi à Nantes
- Emploi à Bordeaux
- Emploi commercial
- Emploi contrôleur de gestion
- Emploi logistique
- Emploi communication
- Nos fiches métiers
- Annonces légales

Annonces immobilières
- Annonces immobilières
- Achat appartement Paris
- Achat appartement Nice
- Achat appartement Cannes
- Achat appartement Bordeaux
- Achat appartement Lyon
- Achat appartement Aix-en-provence
- Achat maison Bordeaux
- Achat maison Marseille
- Achat maison Montpellier

Économie argent et finances
- Simulateur de seuil de richesse
- Actualité économique et analyses
- Impôts sur le revenu : simulateur
- Palmarès des villes où investir dans l'immobilier
- Studios et 2-pièces : les loyers ville par ville
- Calculer l'impôt à payer
- Barême des droits de succession et donation
- Indice de référence des loyers (IRL)
- En France, les hauts revenus sont-ils tous des «riches»?
- Carte familles nombreuses : jusqu'à 75 % de réduction sur les billets de train

Voyage
- Guide des croisières
- Guide voyage Jordanie
- Guide voyage Namibie
- Guide voyage Maroc
- Guide voyage New York
- Guide voyage Birmanie
- Guide voyage Lille
- Guide voyage Antilles
- Guide voyage Japon
- Guide voyage Amsterdam

Les magazines Figaro
- Le Figaro Magazine
- Madame Figaro
- Le Figaro
- Le Figaro Hors-Série
- Le Figaro Histoire
- TV Magazine
- F, l'art de vivre

Vin
- Tous les vins
- Primeurs
- Comprendre le vin
- Tops et sélections
- Domaines et vignerons
- Economie du vin
- Foire aux vins
- Bière et brasseries
- Spititueux
- Terroir et viticulture

Résultats des élections législatives 2024 par département
- Résultats des législatives 2024 Hauts-de-Seine
- Résultats des législatives 2024 Seine-Saint-Denis
- Résultats des législatives 2024 Val-de-Marne
- Résultats des législatives 2024 Val-d'Oise
- Résultats des législatives 2024 Yvelines
- Résultats des législatives 2024 Var
- Résultats des législatives 2024 Alpes-Maritimes
- Résultats des législatives 2024 Essonne
- Résultats des législatives 2024 Nord

Résultats des élections législatives 2024 par région
- Résultats des législatives 2024 Auvergne-Rhône-Alpes
- Résultats des législatives 2024 Bourgogne-Franche-Comté
- Résultats des législatives 2024 Bretagne
- Résultats des législatives 2024 Centre-Val de Loire
- Résultats des législatives 2024 Corse
- Résultats des législatives 2024 Grand Est
- Résultats des législatives 2024 Hauts-de-France
- Résultats des législatives 2024 Ile-de-France
- Résultats des législatives 2024 Normandie
- Résultats des législatives 2024 Nouvelle-Aquitaine
- Résultats des législatives 2024 Occitanie
- Résultats des législatives 2024 Pays de la Loire
- Résultats des législatives 2024 Provence-Alpes-Côte d'Azur

Résultats des élections législatives 2024 par ville
- Résultats des législatives 2024 Paris
- Résultats des législatives 2024 Marseille
- Résultats des législatives 2024 Lyon
- Résultats des législatives 2024 Toulouse
- Résultats des législatives 2024 Nice
- Résultats des législatives 2024 Nantes
- Résultats des législatives 2024 Montpellier
- Résultats des législatives 2024 Strasbourg
- Résultats des législatives 2024 Bordeaux
- Résultats des législatives 2024 Lille
- Résultats des législatives 2024 Rennes
- Résultats des législatives 2024 Reims
- Résultats des législatives 2024 Saint-Étienne

Le Figaro : Editions locales
- Le Figaro Bordeaux
- Le Figaro Lyon
- Le Figaro Nantes
- Le Figaro Nice
- Le Figaro Marseille

Nos partenaires LENA
- Die Welt
- El Pais
- Gazeta Wyborcza
- La Repubblica
- Le Soir
- Tages Anzeiger
- Tribune de Genève

Nos liens utiles
- Le Figaro en images
- Nos applications mobiles
- Suivre Le Figaro sur Google Actu
- Le Figaro Bordeaux

Le Kiosque

Le Figaro

LIRE CE NUMÉRO

Abonnement

→ Découvrez toutes les offres

Les articles en illimité à partir de 0,99€ sans engagement

→ Gérer votre abonnement

→ Mon compte

Applications mobiles

Le Figaro : iPhone | Android

Le Figaro Jeux : iPhone | Android

Le Kiosque Le Figaro :

Suivez l'actu en temps réel
avec l'application Le Figaro

S'ABONNER

81

Jeux

Suivez l'actu en temps réel
avec l'application Le Figaro

S'ABONNER